

# **Retrait du projet de loi Collomb – Macron asile-immigration**

## **DROIT INCONDITIONNEL À L'ACCUEIL ET AU SÉJOUR**

Par un nouveau projet de loi, le gouvernement veut aggraver encore la situation des réfugiés, des travailleur·euse·s et jeunes scolarisé·e·s sans papiers qui résident en France. Il veut :

- Porter la durée d'enfermement en centres de rétention de 45 à 90 jours voire plus ;
- Systématiser les expulsions des débouté·e·s du droit d'asile et des migrants qui sont passés par d'autres pays européens ;
- Empêcher la quasi-totalité des régularisations des travailleur·euse·s, jeunes et familles sans papiers ;
- Réduire le délai de recours contre les refus de séjour, à quinze jours ;
- Généraliser les audiences au tribunal par vidéoconférence au mépris des droits de la défense et du caractère public des audiences.

Trois circulaires du ministère de l'Intérieur en novembre-décembre 2017 ont déjà considérablement aggravé la situation et transforment les centres d'hébergement d'urgence en centres de tri et de fichage.

Les forces de police harcèlent les migrants, y compris les mineurs, qui arrivent en France, même dans la neige, comme c'est le cas à la frontière italienne (vallée de la Roya, Briançonnais...), détruisent ou confisquent leurs affaires, les frappent et les gazent comme à Calais ou comme à Porte de La Chapelle. L'Etat foule aux pieds ses engagements internationaux en refusant d'enregistrer les demandes d'asile ou de prendre les mineurs sous sa protection. Les citoyen·ne·s qui viennent en aide aux migrants sont poursuivis pour délit de solidarité.

De plus en plus en plus de jeunes scolarisé.es se voient refuser le séjour au moment de leurs 18 ans et reçoivent une obligation de quitter le territoire.

Les travailleur·euse·s sans papiers sont dans des situations de plus en plus précaires, à la merci du bon vouloir des patrons. Les conditions exigées pour leur régularisation sont de plus en plus dures. Et pourtant ces travailleur·euse·s sont nombreux dans le nettoyage, la restauration, le bâtiment ou encore au MIN de Rungis.

Nous ne pouvons pas laisser l'Etat aggraver la précarité et la peur du lendemain de toutes ces femmes et de tous ces hommes dans le seul but d'exacerber la concurrence entre salarié-e-s : il en va des droits et de la situation de tous nos concitoyen.ne. s.

Les travailleur-euse-s sans papiers et les jeunes scolarisé.e.s doivent obtenir des papiers qui les sortent de la précarité, de l'insécurité et qui leur assurent un avenir.

Les migrant-e-s doivent être accueilli-e-s dignement. En France comme ailleurs, ils et elles ne sont pas responsables des guerres et des conflits, des désordres climatiques ou de la misère : ce sont nos gouvernements les vrais responsables.

C'est pourquoi les organisations soussignées exigent :

- Le droit à un accueil digne pour les migrant-e-s, le respect du droit d'asile ;
- Le droit effectif d'obtenir une carte de séjour en particulier pour tous les jeunes scolarisé.e.s, travailleur-euse-s sans papiers, déboutés du droit d'asile... ;
- L'arrêt des poursuites contre celles et ceux qui apportent aide et soutien aux migrant-e-s. La solidarité n'est pas un délit ! ;
- L'arrêt des expulsions.

## **RASSEMBLEMENT**

**Vendredi 9 mars 2018 à 17h30**

**Devant la Préfecture de Créteil**

***Signez la pétition !***

<http://chn.ge/2GfrLhs>

### **Maltraitance informatique**

A Créteil et dans des préfectures et sous-préfectures de plus en plus nombreuses, déposer un dossier de première demande de titre de séjour ou de régularisation devient quasiment « mission impossible ». Obtenir un rendez-vous ne peut se faire que par internet. Encore faut-il une connexion internet... Et encore faut-il des centaines de connexions pour obtenir un rendez-vous... quand on a de la chance. La réponse habituelle, c'est qu'il n'y a pas de place disponible et qu'il faut renouveler sa demande ultérieurement.

Si cette maltraitance s'installe, elle touchera bientôt l'ensemble de la population. Ne laissons pas faire !

*Associations du Val-de-Marne : RESF, ASSOUEVAM, LDH, MRAP, CIVCR, CTSPV, ATTAC, Romeurope, FCPE...*

*Organisations syndicales : CGT 94, Solidaires 94, FSU 94*

*Avec le soutien de : NPA 94, PCOF 94, PCF 94, Ensemble! 94, EELV 94, France insoumise les groupes d'action du Val-de-Marne...*